

Perspectives

N°21/388 – 13 décembre 2021

MOYEN-ORIENT – AFRIQUE DU NORD – Les défis démographiques à long terme sont élevés

Au cours des quinze dernières années, la région MO-AN s'est caractérisée par une croissance démographique vigoureuse, parfois contrastée selon le pays considéré, en raison de l'immigration dans les pays du Golfe. Ce dynamisme va se poursuivre à long terme à un rythme sans doute un peu plus modéré.

Une démographie vigoureuse depuis quinze ans

De 2005 à 2020, le nombre d'habitants de la région est passé de 343 à 458 millions (Iran compris, mais Turquie exclue) ; la croissance démographique s'est donc établie à 2,3% par an en moyenne au cours de cette période.

À titre d'illustration, la taille de la population en Égypte a dépassé les 100 millions d'habitants alors qu'elle n'était que de 75 millions en 2005. Actuellement, la population de l'Égypte augmente de deux millions par an ! De son côté, la population iranienne est passée de 30 millions, au moment de la révolution de 1979, à 84 millions actuellement. En Arabie saoudite, l'évolution est encore plus significative et rapide puisque la population a augmenté de 70% en vingt ans, passant de 20 à 35 millions d'habitants (en incluant, certes, les 9 millions d'immigrés actuellement dans le pays). La population saoudienne (hors étrangers) a, elle, progressé de 47% depuis 1998. La plupart des pays du Golfe ont également un taux de croissance démographique assez élevé, même en excluant le phénomène d'attraction migratoire de ces pétromonarchies.

Par ailleurs, on constate depuis quelques années un phénomène de reprise : certains pays qui avaient vu leur taux de natalité chuter au cours des années 90, comme par exemple l'Algérie ou l'Égypte, ont connu un regain de naissances : la progression démographique se redresse à plus de 2% par an. Ce taux correspond à un indice de fécondité de trois enfants par femme en moyenne. Ce phénomène inattendu a pris de court la plupart des analystes et des démographes qui envisageaient le phénomène de transition démographique comme assez linéaire et constant en fonction du développement économique et de l'éducation (cf. encadré). Il y a néanmoins des contre-exemples à cette tendance assez générale : la croissance démographique du Maroc, de la Tunisie et de l'Iran est la plus modérée à environ 1,2% par an actuellement.

PAYS / Population (mios ha)	2005	2020	Croissance (moyenne) 2005-2020
Algérie	33,1	43,9	2,2%
Arabie Saoudite	23,8	34,8	3,1%
Bahreïn	0,9	1,7	6,1%
Emirats A.U.	4,6	9,9	7,7%
Egypte	75,5	102,3	2,4%
Irak	26,9	40,2	3,3%
Iran	69,8	84,0	1,4%
Israël	6,9	9,2	2,2%
Jordanie	5,8	10,2	5,1%
Koweït	2,3	4,3	5,9%
Liban	4,7	6,8	3,0%
Libye	5,8	6,9	1,2%
Maroc	30,5	36,9	1,4%
Oman	2,5	5,1	6,9%
Qatar	0,9	2,9	15,5%
Syrie	18,4	17,5	-0,3%
Tunisie	10,1	11,8	1,1%
Yémen	20,1	29,8	3,2%
Total MO-AN	343	458	2,3%

Source: Banque mondiale, Crédit agricole SA

Le chercheur, Youssef Courbage, estime que la remontée récente de la natalité dans ces pays est liée au taux élevé d'inactivité des femmes, tenues relativement à l'écart du marché de l'emploi, au niveau de chômage beaucoup plus élevé chez les femmes que chez les hommes (le double en moyenne) et au relatif conservatisme du modèle familial patrilinéaire dans la région.

À long terme, une progression démographique un peu moins rapide selon les Nations unies

Selon les projections des Nations unies à horizon 2050 et 2100 (hypothèses médianes), le nombre d'habitants de la région pourrait s'accroître de 40% d'ici trente ans pour atteindre 650 millions d'habitants, puis progresser à nouveau de 18% à 769 millions à la fin de ce XXI^e siècle. La population de cette région pourrait donc dépasser celle de l'Europe dans un peu plus de 30 ans.

La progression de la population n'atteindrait donc plus que 1,3% par an au cours des trente prochaines années, puis 0,6% dans la deuxième moitié de ce siècle. Les démographes de l'institution envisagent donc une transition démographique assez régulière à très long terme. Toutefois, seulement quelques rares pays verraient leur population décroître : Arabie saoudite, Iran, Maroc et Liban qui ont, pour certains, déjà entamé leur transition démographique. Les autres pays seraient toujours en progression, moins rapide certes, mais toujours suffisante pour assurer le renouvellement générationnel.

Transition démographique

Il s'agit du passage d'un équilibre démographique où la fécondité et la mortalité sont élevées, à un équilibre démographique où la natalité et la mortalité sont faibles, comme constaté en Europe depuis les années 1960. Alors que cette transition semblait en cours dans les pays MO-AN dans les années 90, certains pays de la région infirment désormais cette tendance par une forte hausse du taux de natalité.

Source : Institut national d'Études démographiques (Ined).

PAYS / Population (mios ha)	2021	2050	2100	Croissance (moyenne) 2021-2050
Algérie	44,6	60,9	70,7	1,2%
Arabie Saoudite	35,3	44,6	42,2	0,9%
Bahreïn	1,7	2,3	2,3	1,1%
Emirats A.U.	10,0	10,4	12,9	0,1%
Egypte	104,3	160,0	224,7	1,8%
Irak	41,2	70,9	107,7	2,4%
Iran	85,0	103,1	98,6	0,7%
Israël	8,8	12,7	18,1	1,5%
Jordanie	10,3	12,9	13,6	0,9%
Koweït	4,3	5,4	6,2	0,8%
Liban	6,8	6,5	5,7	-0,1%
Libye	7,0	8,5	8,0	0,8%
Maroc	37,3	46,2	44,7	0,8%
Oman	5,2	6,9	7,3	1,1%
Qatar	2,9	3,9	4,2	1,0%
Syrie	18,3	33,1	36,1	2,7%
Tunisie	11,9	13,8	13,0	0,5%
Yémen	30,5	48,1	53,2	1,9%
Total MO-AN	465	650	769	1,3%

Source: Nations Unies, Crédit agricole SA

Alors que, sur le plan démographique, le déclenchement des Printemps arabes de 2011 suggérait la fin de la transition démographique des pays de la région (avec un taux de fécondité moyen de deux enfants par femme dans la majorité des pays de la zone), la hausse récente des taux de fécondité dans certains pays infirme cette tendance. Les projections des Nations unies semblent donc aller dans le sens des chercheurs spécialistes de la région qui estiment que l'explosion démographique des pays arabes n'est pas tout à fait achevée.

Les défis actuels sont déjà élevés et les défis futurs le seront encore plus

Si une forte progression démographique est généralement perçue positivement par les économistes en termes de croissance du PIB, elle peut néanmoins générer parfois des effets indésirables sur certains équilibres macro-économiques. Elle contraint parfois la richesse par habitant qui a tendance à stagner, et c'est le cas de la zone MO-AN (à l'exception des pays pétroliers du Golfe) où le PIB par habitant a certes progressé, mais beaucoup moins vite que celui de l'Asie ou de l'Europe émergente.

Les questions démographiques sont au cœur de la compréhension des phénomènes sociaux de la région et la vigueur de la hausse pose des défis très significatifs aux pouvoirs publics.

Le premier d'entre eux est bien sûr l'augmentation du nombre d'actifs arrivant sur le marché du travail et la question corollaire de la création de millions d'emplois pour les jeunes. Pour certains pays (Maghreb, Egypte, Arabie...), ceci s'apparente déjà à un vrai défi. Le taux de chômage oscille entre 10% et 15% dans les grands pays de la région, chômage qui ne se résout souvent que par le débouché vers l'économie

informelle ou l'emploi public non productif. Dans de nombreux pays, le chômage des diplômés est souvent le double de la moyenne nationale, soit pour des raisons d'inadéquation de la formation aux emplois proposés, soit par la rareté de l'offre de la part d'un secteur privé peu développé. Il faudrait créer 4 millions d'emplois par an dans la région pour éviter une augmentation du chômage.

De plus, le Moyen-Orient étant la région où le taux d'inactivité des femmes est le plus élevé au monde (80% en moyenne), une plus forte inclusion de celles-ci dans le monde du travail, et surtout du travail hors de la sphère informelle, contribuerait, selon certains sociologues, à contenir les taux de fécondité qui pourraient à nouveau baisser. Les récentes réformes en ce sens en Arabie saoudite seront riches d'enseignement dans les années à venir.

Le deuxième défi est l'adaptation des systèmes éducatifs aux nouvelles générations. Le Moyen-Orient manque encore de nombreuses universités dispensant des enseignements techniques demandés par les entreprises et contraignant souvent les jeunes qui en ont les moyens à se former à l'étranger.

Le troisième défi est d'ordre social. Pour éviter de nouvelles révoltes populaires du type Printemps arabes de 2011, la région devra, outre permettre des évolutions politiques plus inclusives, mais aussi lutter contre l'économie informelle et s'assurer que la perception des inégalités de richesse soit contenue tant à l'échelle d'un pays qu'à l'échelle régionale.

Enfin, d'autres défis ne manqueront pas de se matérialiser à très long terme et qui sont directement liés à l'accroissement démographique.

Les défis les plus préoccupants sont sans doute ceux qui sont liés aux questions environnementales dans une région peu favorisée par le climat. Si le généreux ensoleillement peut faciliter la transition énergétique par une meilleure exploitation de l'énergie solaire, le réchauffement climatique va poser de lourdes questions sur les productions agricoles et donc l'indépendance alimentaire. Les défis agricoles devraient aussi s'accroître par l'intensification des épisodes de sécheresse alors que l'accès à l'eau est déjà problématique dans de nombreux pays (certaines parties de l'Iran sont en voie de désertification). Les questions de l'urbanisation des sociétés et de l'accès aux services publics seront également au cœur des préoccupations des décideurs au cours des prochaines décennies.

✓ Notre opinion – *Le modèle économique rentier (ou multi-rentier pour certains pays de la région), qui a montré sa fragilité lors de la période de pandémie de coronavirus, est peu propice pour affronter les défis démographiques et sociétaux actuels et futurs. La diversification économique et le développement du secteur privé au détriment de la fonction publique relève donc d'une urgence particulière dans une région où une démographie toujours vigoureuse accentue la pression déjà élevée sur les politiques publiques de développement.*

Article publié le 10 décembre 2021 dans notre hebdomadaire [Monde – L'actualité de la semaine](#)

Consultez nos dernières parutions en accès libre sur Internet :

Date	Titre	Thème
10/12/2021	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
09/12/2021	<u>Ratings pays et souverains : nouveaux risques, nouvelles méthodes ?</u>	Rating
08/12/2021	<u>Russie – En 2022, la résilience au prix de la croissance</u>	Russie
08/12/2021	<u>Règles budgétaires européennes – Un nouveau pacte pour plus de stabilité et de croissance ?</u>	Zone euro
07/12/2021	<u>Zone euro – La surprise de l'inflation en novembre complique la donne pour la BCE</u>	Zone euro
03/12/2021	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
02/12/2021	<u>Asie – Les nuances de la transition démographique</u>	Asie
01/12/2021	<u>France - Le climat des affaires progresse dans tous les secteurs en novembre</u>	France
30/11/2021	<u>Chine – Le grand pari de Xi Jinping</u>	Asie
30/11/2021	<u>L'Europe se consolide au centre et au sud</u>	Zone euro
29/11/2021	<u>L'OBSERVATOIRE financier des entreprises agroalimentaires</u>	Agroalimentaires
25/11/2021	<u>Des banques centrales sous influence</u>	Banques centrales
23/11/2021	<u>Qatar – Prix et volumes du gaz en hausse et fin de l'embargo soutiennent la croissance</u>	Qatar
22/11/2021	<u>Asean – La très longue route de la reprise</u>	Asean
19/11/2021	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
10/11/2021	<u>Pays émergents – Transition énergétique : bilan des émissions CO2 & premières analyses</u>	Pays émergents
09/11/2021	<u>Royaume-Uni – La BoE, partagée, a maintenu le statu quo en novembre</u>	Royaume-Uni
08/11/2021	<u>Pays développés – G1, G20, G18 : le retour du multilatéralisme se fait à petits pas</u>	Monde
05/11/2021	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
04/11/2021	<u>Chine – Le problème immobilier ou la quadrature du cercle chinois</u>	Chine
03/11/2021	<u>Zone euro – Scénario 2021-2022 : une reprise brouillée par des déséquilibres temporaires</u>	Zone euro
03/11/2021	<u>Italie – Scénario 2021-2022 : une sortie de crise robuste</u>	Italie
03/11/2021	<u>Émergents – Et les jeunes ?</u>	Géo-économie

Crédit Agricole S.A. — Direction des Études Économiques

12 place des États-Unis – 92127 Montrouge Cedex

Directeur de la Publication : Isabelle Job-Bazille

Rédacteur en chef : Armelle Sarda

Documentation : Dominique Petit – **Statistiques** : Robin Mourier

Secrétariat de rédaction : Sophie Gaubert

Contact: publication.eco@credit-agricole-sa.fr

Consultez les **Études Économiques** et abonnez-vous gratuitement à nos publications sur :

Internet : <https://etudes-economiques.credit-agricole.com/>

iPad : application **Études ECO** disponible sur App store

Android : application **Études ECO** disponible sur Google Play

Cette publication reflète l'opinion de Crédit Agricole S.A. à la date de sa publication, sauf mention contraire (contributeurs extérieurs). Cette opinion est susceptible d'être modifiée à tout moment sans notification. Elle est réalisée à titre purement informatif. Ni l'information contenue, ni les analyses qui y sont exprimées ne constituent en aucune façon une offre de vente ou une sollicitation commerciale et ne sauraient engager la responsabilité du Crédit Agricole S.A. ou de l'une de ses filiales ou d'une Caisse Régionale. Crédit Agricole S.A. ne garantit ni l'exactitude, ni l'exhaustivité de ces opinions comme des sources d'informations à partir desquelles elles ont été obtenues, bien que ces sources d'informations soient réputées fiables. Ni Crédit Agricole S.A., ni une de ses filiales ou une Caisse Régionale, ne sauraient donc engager sa responsabilité au titre de la divulgation ou de l'utilisation des informations contenues dans cette publication.